

# **REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 10 SEPTEMBRE 2009**

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, le dix septembre deux mil neuf, à vingt heures trente, sous la présidence de Monsieur Guy COURSAN, Maire.

## **Etaient présents :**

MM. Guy COURSAN, Annie MERVEILLEUX, Nathalie COPPOLANI, Eric VILLETTE, Jérôme GOYALLON, Olivier MOLANT, Marie-Sophie BOTHOREL, Jacques FLEURANT, Marie-Pierre GUILLAS, Barbara de MONTBRON, Philippe MOUNIER, Guy PETITPIERRE, Karine SERGENT, Pierre VENAYRE.

## **Etaient absents (excusés) :**

MM, Maylane BACCAM, Virginie COSSEVIN, Nezha ROUGIER, Dominique STANCHIERI, Serge TORLINI.

## **Pouvoir :**

Monsieur Dominique STANCHIERI à Monsieur Guy COURSAN  
Mademoiselle Maylane BACCAM à Madame Nathalie COPPOLANI  
Monsieur Serge TORLINI à Monsieur Eric VILLETTE  
Madame Nezha ROUGIER à Madame Annie MERVEILLEUX

Madame Annie MERVEILLEUX a été élue secrétaire de séance à l'unanimité.

En préambule Monsieur le Maire demande l'accord des conseillers municipaux pour inscrire deux questions supplémentaires à l'ordre du jour.

- \* Convention de rétrocession
- \* Autorisation vente terrains

Monsieur MOUNIER souhaite faire une intervention à l'issue du conseil en tant que représentant défense.

## **1 – DEMANDE DE SUBVENTIONS**

### **CRÉATION ZONE 30**

#### **Rue du château – Chemin de Ronflac – Rue de la petite Jarne – rue de St Mathurin**

Toujours dans un souci de sécurité la mise en place de zone 30 semble nécessaire pour toutes ces rues où la circulation s'intensifie.

Les travaux relatifs à l'installation du chantier, démolition, découpe d'enrobés, fournitures diverses, panneaux, dents de requin, passe piétons, etc... s'élève à 7 231.10 € H.T. soit 8 648.40 T.T.C.

Marie-Sophie BOTHOREL précise qu'il serait souhaitable de mettre un ralentisseur rue du Château. Barbara de MONTBRON acquiesce en ce sens

Le conseil Municipal vote à l'unanimité et sollicite les subventions auprès du Conseil Général, de la Région, de l'Etat.

### **SECURATION DU COMPLEXE SPORTIF**

La pose d'un grillage rigide d'une hauteur d'un mètre 75 sur 164 mètres serait de nature à sécuriser cet espace sportif, dissuader des visiteurs à pénétrer en voiture et certainement éviter des dégradations diverses. Le programme s'élève à 9 808.20 € H.T. soit 11 730.60 € T.T.C.

Le conseil Municipal vote à l'unanimité et sollicite les subventions auprès du Conseil Général, de la Région, de l'Etat.

### **RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE - CANTINE**

Depuis plusieurs années, la commune de La Jarne assure la restauration de l'ensemble du groupe scolaire dans un bâtiment composé d'une salle de restaurant de 85 m<sup>2</sup>, d'une cuisine de 28 m<sup>2</sup> et un bâtiment modulaire installé depuis 2003 pour répondre à un nombre croissant d'enfants.

Aujourd'hui ces espaces ne répondent plus aux règles et prescriptions en vigueur en matière de restauration et d'accessibilité. Les effectifs ne cessent d'augmenter, avec cette nouvelle rentrée scolaire nous atteignons les 200 enfants voire plus.

Monsieur Eric VILLETTE expose le projet de la restructuration du groupe scolaire à l'assemblée. Le montant des travaux est estimé à 495 000.00 € H.T

Après en avoir délibéré, l'ensemble du Conseil Municipal vote à l'unanimité ce projet et sollicite les subventions maxima auprès du Conseil Général, de la Région, de l'Etat, de la C.A.F et de la Communauté Européenne.

Vote à l'unanimité.

### **RAMPE D'ACCES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE - ECOLE**

Monsieur Eric VILLETTE fait savoir qu'un enfant en fauteuil roulant a fait la rentrée scolaire. Il faut dans l'urgence faire le nécessaire afin que cet élève puisse sans danger accéder au couloir et à sa classe. Pour cela une rampe d'accès doit être faite dans les meilleurs délais.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter la subvention auprès du Conseil Général et de la Préfecture dans le cadre de la D.G.E et signer tous les documents relatifs à ce dossier. Les travaux se montent à 6 994.21 T.T.C. soit un montant H.T. de 5 848.00 €.

Vote à l'unanimité.

### **RENOVATION DES CLASSES**

- Dans le cadre de l'amélioration des locaux scolaires
- Pour de meilleures conditions d'accueil et d'hygiène
- Pour le confort des enfants et des enseignants

Nous sollicitons une subvention pour les travaux suivants

#### La motorisation des volets roulants

Coût de l'opération	2 829.00 € H.T.
	3 383.48 € T.T.C.

#### La réfection de classes en école maternelle où subsiste encore de la moquette murale

Coût de l'opération	6 922.08 € H.T.
	8 278.81 € T.T.C.

#### La réfection complète de la classe informatique aux normes en vigueur ainsi que la salle péri scolaire

Coût de l'opération	4 614.72 € H.T.
	5 519.21 € T.T.C.

Après en avoir délibéré, l'ensemble du Conseil Municipal vote à l'unanimité ce projet et sollicite les subventions auprès du Conseil Général et de l'Etat.

Vote à l'unanimité.

### **CONTAINERS**

Le problème des containers enterrés est à nouveau évoqué. Le Maire précise que la commune aurait juste à payer les travaux de génie civil, la CDA fournit les containers les renseignements seront pris pour en connaître le coût

### **AMENAGEMENT PARKING STADE**

Cette parcelle en mauvaise état est régulièrement inondée et n'est pas aménagée en tant que parking quasi indispensable près d'un stade. Le montant des travaux s'élèvent à 56 141.25 H.T soit 67 144.94 T.T.C.

L'ensemble du Conseil Municipal vote à l'unanimité ce projet et sollicite les subventions auprès du Conseil Général, de la Région, de l'Etat.

### **PROJET DE LA RUE PIERRE DE COUBERTIN**

De l'existant jusqu'à la rue des 4 chevaliers sur 220 mètres linéaires. Coût de l'opération 123 380 € H.T. Le conseil Municipal sollicite une subvention auprès du Conseil Général, Conseil Régional, de l'Etat.

### **RUE DES 4 CHEVALIERS**

La voirie, les trottoirs, l'assainissement, le passage des réseaux sont à revoir dans leur intégralité. Coût de l'opération 115 664.00 € H.T.

Le Conseil Municipal sollicite une subvention auprès du Conseil Général, de la Région et de l'Etat.

Ces deux dossiers de demande de subvention feront l'objet d'une discussion en commission voirie pour décider de la priorité des rues.

## RECONQUETE DU PAYSAGE

Dans le cadre de la reconquête du paysage, nous avons commencé en 2009 un programme de plantation de haies et de verger. Les arbres du verger correspondaient aux naissances de 2006 et 2007. Cette année l'aménagement de la zone parking à Mélusine pourrait être plantée de bosquets, d'arbres fruitiers et d'essences anciennes.

Le Conseil Municipal sollicite une subvention auprès de la région et de la communauté d'agglomération et autorise le Maire à signer cette demande.

Vote à l'unanimité.

## **2 – DECISION MODIFICATIVE N° 1**

Monsieur MOLANT fait savoir qu'en raison de mise aux normes sur le plan sécurité, beaucoup de travaux ont été réalisés dans plusieurs bâtiments et les crédits n'avaient pas été prévus au moment du budget primitif. L'adjoint aux finances propose donc de supprimer momentanément le programme CALVAIRE et de transférer les crédits qui lui étaient alloués (3 500 €) au programme 138 complexe sportif pour 900 € et au programme 146 bâtiments communaux 2 600 €.

SECTION INVESTISSEMENT				SECTION INVESTISSEMENT			
Dépenses				Recettes			
Imputation	Prog	Désignation	Montant	Imputation	Progr	Désignation	Montant
2313	132	Constructions Prog. Clavaire	- 3500.00				
2313	138	Constructions Prog. Complexe sportif	900.00				
2313	146	Constructions Prog Bâtiments communaux	2 600.00				
		<b>TOTAL</b>	<b>0.00</b>				

Le programme « Calvaire » sera budgété au BP 2010. Vote à l'unanimité

## **3 – OUVERTURE LIGNE DE TRESORERIE**

Monsieur MOLANT explique que l'ouverture de crédit est destinée à faire face à un besoin urgent et ponctuel de disponibilités. Toute ouverture de crédit est consentie pour une durée d'un an maximum à compter de la date de signature du contrat, sa validité est subordonnée à la production d'une délibération du Conseil Municipal autorisant le Maire à signer.

Après consultation auprès de plusieurs organismes bancaires, et après en avoir délibéré, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de retenir la Caisse d'Epargne.

**Article 1 :** La commune de La Jarne décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne :

- un montant de 100 000 €
- sur une durée d'un an maximum
- le taux d'intérêt applicable      Euribor 1 semaine + 1.20
- à un tirage                              Crédit d'office
- Remboursement                        débit d'office

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours. La périodicité de facturation des intérêts : mensuelle, commission d'engagement : 250 €

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'emprunteur. Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

**Article 2 :** Le conseil municipal autorise le Maire à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la caisse d'épargne.

**Article 3 :** Le conseil municipal autorise le Maire à effectuer sans autre délibération les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive dans les conditions prévues par ledit contrat.

Vote à l'unanimité.

#### **4 – COMPLEMENT DE DELIBERATION AU SUJET D'UN EMPRUNT**

Le 29 juin le Conseil Municipal avait autorisé le Maire à solliciter un prêt relais pour un montant de 100 000 € et de négocier au meilleur taux.

L'adjoint aux finances a été chargé de ce dossier et tous les éléments sont en notre possession aujourd'hui.

Montant	100 000 €
Durée	2 ans
Taux nominal	2.44 %
Frais de commission	120.00 €

Le Conseil Municipal entérine donc à l'unanimité tous les termes du contrat de prêt.

#### **5 – AUTORISATION DE VENDRE UN BIEN COMMUNAL**

En octobre 2008 la valeur vénale de la propriété bâtie sur la parcelle cadastrée AA 113 avait été estimée à 141 000 €. Actuellement ce hangar sert à abriter les véhicules et engins de la commune. Afin d'alimenter notre trésorerie pour les investissements futurs, le Maire demande l'autorisation de vendre ce bien.

Monsieur MOUNIER s'inquiète sur le devenir du rangement des véhicules.

Vote à l'unanimité

#### **6 – AUGMENTATION DES HEURES D'UN AGENT D'ENTRETIEN**

L'ouverture d'une classe en école élémentaire entraîne l'augmentation d'heures de ménage. L'agent chargé de l'entretien aux écoles bénéficiera de 2 heures complémentaires hebdomadaire pour accomplir cette mission. Son temps passera de 28 heures à 30 heures par semaine à compter du 1 septembre 2009.

Vote à l'unanimité.

#### **7 – OUVERTURE DE POSTE DU NOUVEAU D.G.S**

Le Maire apprend à l'ensemble du Conseil Municipal que la Directrice Générale des Services en poste a demandé sa mise à la retraite, il convient donc de recruter son remplaçant.

La publicité de l'ouverture du poste sera faite auprès du CNFPT. L'appel à candidature portera sur le cadre d'emploi des attachés. Ce poste à temps complet sera à pourvoir au 15 décembre 2009.

Comme d'habitude lors de recrutement un jury composé du Maire, d'élus et de membres du personnel recevra les candidats.

Vote à l'unanimité.

#### **8 – CONVENTION DE RETROCESSION LOTISSEMENT CLOS DES FRENES**

##### **Pour la remise dans le domaine public de la commune de LA JARNE Des terrains et équipements communs d'un lotissement**

La SARL NC2, aménageur-lotisseur, a déposé un Permis d'aménager pour la réalisation d'un lotissement de 9 parcelles à bâtir sur des parcelles cadastrées AA 81p, AA 82p, AA 83p, d'une superficie totale de 7.136 m<sup>2</sup>, situées rue nationale à LA JARNE.

Une Convention doit être établie entre la commune de LA JARNE et la SARL NC2, en application des dispositions de l'article R442-8 du code de l'Urbanisme, prévoyant le transfert dans le domaine d'une personne morale de droit public, de la totalité des terrains et équipements communs, une fois les travaux achevés et la dispense de constituer une association syndicale des acquéreurs des lots.

Cette procédure de classement interviendra dans le cadre des dispositions :

De la loi n° 65-503 du 29 juin 1965 relative à certains déclassements et transferts de la propriété de dépendances domaniales et de voies privées,

Du décret n°67-302 du 31 mars 1967 pris pour son application

De l'article L318-3 et des articles R318-10 et R318-11 du code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité le principe du transfert et du classement dans le domaine public des équipements et ouvrages communs et autorise le Maire à signer cette Convention.

## **9 – VENTE TERRAINS**

Le 14 mai 2009 le Conseil Municipal avait délibéré pour vendre 3 terrains du Fief Girard.

Le prix au M<sup>2</sup> viabilisé avait été arrêté à 220.00 € le M<sup>2</sup>.

L'objectif était de vendre rapidement. Aujourd'hui nous avons pour le petit terrain un acheteur à 211.00 € le M<sup>2</sup>. Il est proposé de baisser le prix et de négocier au mieux. Monsieur le Maire propose une fourchette de 200 € minimum à 220 € suivant la demande et la grandeur de la parcelle.

Vote à l'unanimité.

## **10 – DONNEES CONCERNANT LA DEFENSE EN 2009**

La parole est donnée à Monsieur MOUNIER qui nous fait part de données concernant le budget, les effectifs et la comparaison avec les armées européennes majeures. (voir annexe)

## **11 – QUESTIONS DIVERSES**

### **Privatisation de la Poste**

Madame MERVEILLEUX fait savoir qu'une rencontre à ce sujet a eu lieu en mairie. Les représentants de la Poste proposent une consultation nationale contre la privatisation de La Poste pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

Madame MERVEILLEUX propose de tenir une permanence le samedi 3 octobre, jour de marché. Les élus pourraient se relayer. Les volontaires sont priés de se faire connaître auprès de la première adjointe.

L'adhésion est modeste = c'est une affaire politique.

### **Forum des associations et accueil des nouveaux jarnais**

Samedi 19 septembre à partir de 14 h, animation permanente avec les associations de 14 h à 18 h. Puis balade découverte de La Jarne à 18 h suivie d'un repas apporté par chaque Jarnais et concert gratuit à 21 h avec l'excellent groupe LAZY JAZZ.

### **En ville sans ma voiture**

Le Maire invite tous les conseillers à se rendre sur le port de La Rochelle en bus, en vélo le 22 septembre 2009, à l'occasion de la journée sans voiture.

## **DONNEES CONCERNANT LA DEFENSE EN 2009**

### **1. Budget de la défense, hors pensions : 32, 02 Md€**

Affectations prioritaires : équipements, préparation et emploi des forces, restructurations.

En application de la LOLF (loi organique des lois de finance) ce budget se répartit en 7 programmes.

La défense est le deuxième employeur de l'état, loin derrière l'éducation nationale. C'est le premier fournisseur d'emplois annuel.

### **2. Effectifs militaires de la défense (professionnels, volontaires) :**

- Terre : 131 424
- Mer : 40 944
- Air : 56 227
- Gendarmerie : 101 349
- Autres (santé, essences, armement, contrôle, etc.) : 15 057
- Total : 345 001
- Le corps des sous-officiers est le plus nombreux = 55 % des effectifs.
- La moyenne d'âge des militaires est de 34 ans.

### **3. Effectifs civils toutes catégories confondues = 76 587**

### **4. Effectif des réservistes sous engagement (ESR) : 60 125. Effectif le plus élevé : gendarmerie, puis armée de terre.**

5. Taux de féminisation : 14, 6 %. Taux le plus élevé : armée de l'air ; taux le plus faible : armée de terre.
6. Comparaison avec les armées européennes majeures (hors gendarmerie)
  - Allemagne : 196 600 (+ 100 000 civils). Armée de conscription, 50 % service militaire, 50 % service civil.
  - Italie : 195 400
  - Grande-Bretagne : 173 200 (+ 91 000 civils)
  - Espagne : 129 300

Séance levée à 23 h 15

Le secrétaire de séance,  
Annie MERVEILLEUX

Le Maire,  
Guy COURSAN